



# REVUE DE PRESSE

INTELLIGENCE SUARL



**PRESSE EN  
LIGNE**

# PRESSAFRIK



**D**ans le but de soutenir la transition vers des modèles de développement durable au Sénégal, un nouveau siège de l'Agence italienne de la Coopération au développement (AICS) a été inauguré hier jeudi, a-t-on appris d'un communiqué parvenu à PressAfrik.



Selon le directeur de l'AICS, Marco Rusconi « l'Italie veut augmenter la dimension de leur présence avec d'autres bureaux de la coopération en Afrique notamment l'Afrique de l'Ouest, et de nouveaux bureaux physiques ». Il ajoute : « Le Sénégal est un pays où la coopération italienne s'est toujours engagée. Nous avons un important bureau qui ne couvre pas seulement le Sénégal mais les autres pays de la région et c'est d'ici qu'on a développé une importante action de coopération de stratégie, de gouvernement des autorités sénégalaises ».

D'après M. Rusconi, l'Italie est dans une période où elle veut s'engager davantage dans la coopération de développement. « Avec un portefeuille actuel de près de 200 millions d'euros qui est composé de crédit et de subventions, la Coopération italienne est présente au Sénégal dans le but d'investir dans des secteurs clés notamment l'agriculture, l'environnement la santé, l'éducation, ainsi que le soutien à des initiatives pour assurer la sécurité alimentaire », a souligné le directeur de l'AICS.

[https://www.pressafrik.com/Inauguration-du-nouveau-siege-de-l-AICS-au-Senegal-la-Cooperation-italienne-s-engage-au-developpement-durable\\_a272530.html](https://www.pressafrik.com/Inauguration-du-nouveau-siege-de-l-AICS-au-Senegal-la-Cooperation-italienne-s-engage-au-developpement-durable_a272530.html)

# REUSSIR BUSINESS

## L'Agence italienne de Coopération pour le développement étrenne ses nouveaux locaux à Dakar

par **Khary Diene** — 3 mai 2024 En Actualités, Coopération



La coopération italienne au Sénégal étrenne ses nouveaux locaux et compte accompagner l'agriculture

System Preferences

<https://reussirbusiness.com/lagence-italienne-de-cooperation-pour-le-developpement-etrenne-ses-nouveaux-locaux-a-dakar/>

# NATIONAL TV



<https://www.youtube.com/watch?v=C3ejK8xZGRM>



**PRESSE  
ECRITE**



## POLITIQUE & INTERNATIONAL

le soleil

SAMEDI 4 ET DIMANCHE 5 MAI 2024

33<sup>ème</sup> année

N°1017

www.lesoleil.sn

### AUDIENCES



Le Chef de l'État Bassirou Diomaye Faye recevant le président de la Banque africaine de développement, Akirwuzum Adefaiva.



Le Président recevant les lettres de créance de la nouvelle ambassadrice d'Espagne au Sénégal.

### RELATIONS BILATÉRALES

## L'Italie veut s'engager davantage dans la coopération au développement

Le Sénégal est un pays où la coopération italienne est présente depuis longtemps. Avec l'avènement du Président Bassirou Diomaye Faye à la tête de la magistrature suprême, l'Italie veut, en tant que partenaire, marquer plus sa présence dans le pays.

« On est dans une période où l'Italie veut s'engager davantage dans la coopération au développement. C'est pourquoi on est là. On veut augmenter la dimension de notre présence ici », a déclaré Marco Rusconi, Directeur de l'Agence italienne pour la coopération au développement (Aics). Il s'exprimait, jeudi 2 mai 2024, à l'occasion de l'inauguration de leur nouveau siège à Dakar.

À l'en croire, l'Italie veut développer en Afrique, particulièrement au Sénégal, une importante action de coopération dans plusieurs secteurs, principalement dans celui de l'agriculture. « On travaille avec des partenaires sénégalais pour moderniser l'agriculture afin de la rendre plus efficace », a-t-il ajouté. D'après lui, le Sénégal a une grande richesse qui est sa jeunesse. « C'est la jeunesse du Sénégal qu'on veut vraiment accompagner. Les principaux secteurs sont l'agriculture, le développement rural et tout ce qui concerne l'agro-industrie. On collabore avec les Gouvernements, les coopératives, les centres de recherches... », a indiqué le Directeur de l'Agence italienne

pour la coopération au développement.

En effet, il faut rappeler que l'Aics est une agence publique chargée de la promotion du développement international, de l'aide publique et des urgences humanitaires. Opérationnelle depuis janvier 2016, elle permet au Gouvernement italien de soutenir ses partenaires européens et in-

ternationaux en faveur du développement à travers le monde. L'Agence italienne pour la coopération au développement mène des actions dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

Elle œuvre en faveur d'une répartition équitable des richesses et d'un accès approprié aux infrastructures et aux services de base. L'Aics travaille en collaboration avec les organisations non gouvernementales, les institutions étatiques et le secteur privé.

Aliou DIOUF

### Mali : les groupes séparatistes forment une nouvelle coalition

AFP - Les principaux groupes séparatistes qui affrontent les forces gouvernementales dans le nord du Mali ont annoncé qu'ils formaient une nouvelle coalition et nommé une figure indépendantiste à leur tête, selon un communiqué rendu public jeudi. Les représentants du Cadre stratégique permanent (Csp), une alliance de groupes armés séparatistes à dominante touareg, ont annoncé, à l'issue d'une réunion qui s'est déroulée fin avril, la création d'une « nouvelle structure avec pour finalité de parvenir à la création d'une seule entité politique portant les revendications du peuple de l'Azawad », nom du territoire revendiqué par les indépendantistes dans le nord du Mali. Les groupes armés séparatistes ont perdu le contrôle de plusieurs localités du nord, fin 2023, après une offensive de l'armée malienne qui a culminé par la prise de Kidal, bastion de la revendication indépendantiste et enjeu de souveraineté majeur pour l'État central. « L'un des objectifs premiers et majeurs de la nouvelle structure est d'attacher par toutes les voies un statut politique et juridique pour le territoire de l'Azawad », précise le texte. Selon le communiqué, la nouvelle alliance, appelée Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (Csp-Dpa), est présidée par Bilal Ag Acherif, une figure des indépendantistes et adversaire historique du Gouvernement central, qui a fait l'objet de sanctions françaises émise par les autorités malienne au mois de mars.

# LIBERATION



**Société** 5

**TOIRE**  
**ble**

**COOPÉRATION**  
**L'Italie étend ses tentacules au Sénégal en embrassant d'autres secteurs**

*Pour une coopération bilatérale féconde, l'Italie veut augmenter la dimension de sa présence au Sénégal.*



**gement**  
**le de**

on apu-  
ontants  
ies n°  
solide  
112 (diff-  
1012) a  
e de 33  
Hadj  
as jus-  
illeurs,  
rmes,  
l'Anat  
te au-  
vesti-  
nis en  
uf de  
ents.  
re, le  
s, Ac  
é sur  
vité.  
CNG

**is**

Environnement. Education. Emploi des jeunes. Énergie. Formation professionnelle. Accompagnement des femmes dans la transformation et les activités économiques. L'Italie fait un pas de plus dans la coopération avec le Sénégal. En marge de la cérémonie d'inauguration de sa nouvelle Agence de coopération pour le développement au Sénégal (Aics), l'Italie a donné les clés de la nouvelle stratégie entre les deux pays. «Le Sénégal est un pays où la coopération italienne s'est toujours engagée. On couvre les autres pays de la sous-région. Mais c'est ici qu'on a développé une importante action de coopération», a déclaré Marco Falcone, directeur de l'Aics. Selon lui, au-delà des secteurs traditionnels comme l'agriculture, l'Italie veut étendre ses tentacules pour embrasser d'autres secteurs de développement. «On travaille à côté des partenaires sénégalais pour moderniser l'agriculture, la rendre plus efficace et productive, porter l'attention au système productif, la formation professionnelle et la création d'emploi suivant les stratégies que le pays se donne», a-t-il ajouté. «On est content d'avoir une bonne réputation ici, à Dakar puisque la coopération italienne tient toujours à la philosophie de partenariat, pas de donateur ni de bénéficiaire. Les deux parties vont de paires et s'engagent ensemble pour des projets qui sont mutuellement bénéficiaires. Notre engagement continuera. Ce n'est pas une question d'argent mais de bons projets. Il faut dessiner de bons projets et après, l'argent suivra», a expliqué Marco Rusconi, indiquant que la jeunesse doit être accompagnée pour réussir et améliorer l'environnement dans lequel elle a grandi.

ment et financièrement, l'Italie a décidé d'accompagner le Sénégal et les nouvelles autorités du pays dans le cadre de la souveraineté alimentaire. «On a rencontré le ministre de l'Agriculture, de la souveraineté alimentaire et de l'élevage», a-t-il rapporté. Selon lui, des échanges entre les deux parties sont en train d'être faits pour un partenariat fécond. «On a commencé à discuter avec le nouveau gouvernement pour des ajustements à faire, de nouvelles initiatives à développer. Fin janvier dernier, l'Italie et le Sénégal ont signé un nouvel accord de coopération et des partenariats d'une valeur de 105 millions d'euros. Avec le nouveau ministre de l'Agriculture, on a décidé qu'il faut se rencontrer pour mettre au point les différentes activités qu'on va développer dans le secteur agricole ce, dans la seconde phase du nouveau partenariat entre les deux pays», a indiqué Marco Falcone. À l'en croire, l'Italie très décidée à accompagner le Sénégal pour réussir ses nouvelles orientations dans ce secteur, l'Italie donne son expertise et son portefeuille. «On appuie à la fois avec des intrants et assistance technique mais aussi et surtout par le financier à travers des crédits», a souligné le directeur du bureau de Dakar de l'Agence italienne pour la coopération et le développement au Sénégal. «Dans les prochains et semaines, une importante délégation sénégalaise va se rendre en Italie dans le cadre des activités de foire du pays, la plus grande d'Europe surtout en ce qui concerne l'horticulture pour un partage d'expériences et une assistance technique, stratégique et appui directement destiné aux agriculteurs», a-t-il ajouté.

**Souveraineté alimentaire**  
Ce n'est pas tout. Technique

Gaston Mansaly

liberationquotidien@gmail.com



## VISITES AUX FOYERS RELIGIEUX

### Le Président BDF attendu ce vendredi à Médina Gounass



vêque de Dakar, le Chef de l'Etat sera dans la cité religieuse de Médina Gounass. Un déplacement qui concrétise son engagement du Président Bassirou Diomaye Faye à se rendre dans tous les foyers et centres religieux du Sénégal. Cela, en vue de prendre en compte leur modernisation en termes d'infrastructures de base, mais aussi de réitérer sa détermination à améliorer la vie communautaire et religieuse pour un Sénégal juste et prospère.

#### Les foyers religieux au centre des priorités du Président Bassirou Diomaye FAYE

Selon le Bureau d'informations gouvernementales, les foyers religieux du Sénégal occupent une place de choix dans les priorités du Chef de l'Etat, comme en attestent ses premières sorties officielles en tant que Chef de l'Etat, effectuées le lundi 15 avril 2024, soit deux semaines après son installation, à Touba et à Tiassane. Des déplacements importants qui lui ont permis de dévoiler ses projets au sujet de la modernisation des centres religieux, notamment en ce qui concerne les infrastructures de base, allant de la voirie, à la téléphonie, en passant

par l'eau, l'assainissement, l'électricité, etc. Ces différents déplacements, dont le Daaka reste une étape décisive, illustrent non seulement les excellentes relations que le Président de la République entretient avec les familles religieuses du pays, mais prouvent également son engagement constant à améliorer la vie communautaire et religieuse pour un Sénégal juste et prospère dans la paix, la stabilité et la concorde nationale.

Pour rappel, le vendredi 26 avril 2024, le Président effectuant la prière à la Grande Mosquée Omarienne de Dakar, aux côtés du vénéré Khalife, Thierno Madou Tall, avant de rendre visite au chef de l'Eglise sénégalaise. Réitérant la place prioritaire qu'il accorde aux foyers religieux, le chef de l'Etat a, en ces occasions, affirmé l'engagement de l'Etat de poursuivre les travaux de la mosquée omarienne ainsi que ceux de finition du sanctuaire marial de Popoigne.

#### Vers une meilleure prise en charge des préoccupations des foyers religieux

Le Président de la République, comme pour dire l'importance

qu'il attache à la prise en charge des préoccupations de nos religieux, a annoncé, le 17 avril 2024, en Conseil des Ministres, la création d'une Direction des Affaires religieuses et de l'insertion des diplômés de l'Enseignement Arabe. Une institution logée à la Présidence de la République, qui sera composée du Bureau des affaires religieuses et du Bureau de l'insertion des diplômés de l'enseignement arabe. Une innovation, fortement appréciée par les bénéficiaires, auprès de qui elle suscite un réel espoir.

#### L'aspect religieux au cœur du Projet pour un Sénégal souverain, juste et prospère

L'aspect religieux est bien pris en compte dans le Projet pour un Sénégal souverain, juste et prospère. En effet, en plus des engagements majeurs du Chef de l'Etat à renforcer la modernisation des foyers, en leur dotant d'infrastructures structurantes, le Projet prévoit la mise en place d'un Programme spécial de Promotion du Tourisme Religieux (PPTR). « Ce programme mobilisera un investissement de base qui viendrait des foyers religieux ciblés par le biais des contributions de masse des fidèles. Le secteur touristique

privé travaillera ensuite à mettre en œuvre cette attractivité selon les opportunités commerciales qui s'offrent », lit-on dans le document.

Adama KONE

#### CULTURE, US ET COÛTUMES Le Collectif des femmes africaines s'oppose à l'excision et aux violences liées aux traditions

Le Collectif des femmes africaines contre l'excision et les violences liées aux traditions, a organisé un rassemblement hier, à l'auditorium de la Place du Souvenir pour exprimer son opposition à la décision du parlement gambien, d'examiner un projet de loi visant l'abrogation de la loi contre l'excision. Sur le site de cette place du Souvenir hier, les membres du collectif ont haussé le ton pour dire non à cette pratique «cristalline». Elles ont rappelé d'ailleurs des données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui indiquent que «plus de 200 millions de filles et de femmes vivent actuellement avec les séquelles nocives de l'excision». Cette pratique culturelle qui, selon elles, viole les droits humains fondamentaux, notamment le droit à la santé, à l'intégrité physique et mentale ainsi que le droit à une vie sans violence». Engagées et armées d'une détermination, ces femmes Africaines se sont vengées en bouclier contre l'excision et les violences liées aux traditions. Elles ont alors brandi les muscles pour «refuser catégoriquement» toutes ces tentatives permettant la légalisation de cette pratique dite «inhumaine» partout dans le monde». Elles ont exigé que tous les gouvernements «s'engagent à éradiquer définitivement cette forme «système de violence sexuelle, qui selon elles «ne passera pas». Toutefois, le collectif invite les femmes du monde entier, leurs sœurs à la main enlevée, à aller assiéger l'Assemblée nationale gambienne et toutes les instances politiques du monde entier contre cette décision dite «criminelle» à l'encontre des filles.

Dougal CORREA

#### INAUGURATION DU NOUVEAU SIÈGE DE L'AICS AU SENEGAL

### La coopération italienne s'engage au développement durable

Dans le but de soutenir la transition vers des modèles de développement durable au Sénégal, un nouveau siège de l'Agence Italienne a été inauguré, ce jeudi. En présence de l'Ambassadrice d'Italie, du Directeur de l'Agence Italienne pour la coopération au développement, et des principaux partenaires institutionnels et exécutifs. Selon le directeur de l'Agence de la coopération au développement (AICS), Marco Rusconi, l'Italie veut augmenter la dimension de leur présence avec d'autres bureaux de la coopération en Afrique notamment l'Afrique de l'ouest, et de nouveaux bureaux physiques. «Le Sénégal c'est un pays où la coopération italienne s'est toujours engagée. Nous avons un important bureau qui ne couvre pas seulement le Sénégal mais les autres pays de la région et c'est d'ici qu'on a

développé une importante action de coopération de stratégie, de gouvernement des autorités sénégalaises. Maintenant on est dans une période où l'Italie veut s'engager davantage dans la coopération de développement», a déclaré le directeur de l'AICS. Avec un portefeuille actuel de près de 200 millions d'euros qui est composé de crédits et de subventions, selon M. Rusconi, la Coopération italienne est présente au Sénégal dans le but d'investir dans des secteurs clés, notamment l'agriculture, le développement rural, l'agro-industrie, l'environnement, la santé, l'éducation, la création d'emploi ainsi que le soutien à des initiatives pour assurer la sécurité alimentaire. «Nous travaillons avec le secteur traditionnel comme celui de l'agriculture. On travaille avec des partenaires sénéga-

lais pour moderniser l'agriculture pour la rendre plus efficace. Il y a des coopératives pour les femmes, il y a aussi la formation, la création de l'emploi, c'est un secteur clé où nous sommes très engagés, et nous le faisons en suivant la stratégie que le pays se donne en sachant qu'il y a une grande richesse qui est la jeunesse. Nous voulons accompagner ce pays dans les réalisations personnelles pour qu'ils puissent s'enrichir leur propre vie à eux», a fait savoir le directeur de l'AICS qui souligne que l'agence est un acteur essentiel de la coopération italienne sous la direction du ministère des affaires étrangères. Par ailleurs, Marco Falcone, le directeur de l'Agence italienne a souligné qu'il ont rencontré le nouveau ministre de l'agriculture pour développer de nouvelles initiatives. «La coopération italienne travaille de-

puis plusieurs années dans le secteur agricole. On a commencé à discuter avec le nouveau ministre de l'agriculture pour faire des ajustements, des nouvelles initiatives qu'on va développer parce que le 29 janvier l'Italie et le Sénégal ont signé un nouvel accord de coopération des partenariats d'une valeur de 150 millions d'euros. On a décidé de rencontrer le ministre de l'agriculture pour mettre au point les différentes activités qu'on va développer dans le secteur agricole», a-t-il déclaré. L'événement a été une occasion de visiter une exposition nommée photo «OR DURE» qui est le fruit d'une activité importante et symbolique de la coopération. C'est une activité qui a mis en valeur les récupérateurs et récupératrices de déchets à Mbocobous.

Rama WADE



GESTIONS ENTRE 2017 ET 2020

## Les micmacs de Djiby Ndiaye à l'Aner

Le rapport défilé de la Cour des comptes portant sur le contrôle de gestion 2017-2020 de l'Agence nationale pour les énergies renouvelables (Aner) révèle plusieurs dysfonctionnements et des faits de mauvaise gestion. Par exemple, une dame s'est fait rémunérer indûment par l'Aner d'une somme brute de 31 150 900 F Cfa sur la période de contrôle.

Le rapport établit des pratiques qui jurent avec les règles de bonne gouvernance. Dans son rapport, la chambre des entreprises publiques de la Cour des comptes révèle, en effet, plusieurs manquements aux règles de gouvernance. Le rapport cite une prise en charge indue d'une employée. En effet, elle s'agit de Mme Pouye. Elle a été recrutée par l'Aner et a pris service le 2 décembre 2013. Une attestation de prise de service datée de ce jour est versée dans son dossier, selon le document. Madame Pouye a été recrutée pour servir au Cabinet de Madame Maimouna Ndiaye Seck alors ministre en charge de l'Énergie.

De plus, lorsque cette dernière a changé de portefeuille ministériel, avec sa nomination comme ministre des Transports aériens et du Développement des Infrastructures aéroportuaires, Mme Pouye est restée à son service alors qu'elle est régulièrement recrutée et rémunérée par l'Aner. « Cette situation est atténuée par la lettre du 20 juin 2018 répondant favorablement à la lettre du 19 juin 2018 du ministre demandant l'établissement

d'une décision de congés pour Madame Adja Ndiaye Aminatou Pouye et la décision de congé faisant référence à cette lettre, a relevé la Cour des comptes.

Cette pratique, d'après les vérificateurs de la Cour des comptes, constitue une violation de la circulaire du Premier ministre du 10 mai 2004 prescrivant la prise en charge par les établissements publics des dépenses de la tutelle. De tels faits, au terme de la circulaire, sont constitués de « détournements d'objectifs » et sont « contraires aux règles de la comptabilité publiques ». Cette pratique n'obéit pas non plus à la circulaire primordiale du 12 août 2013 interdisant « les sollicitations de l'organe tutélaire pour la prise en charge de certaines de ses dépenses... ». Pare, il faut aussi noter, en tant que ministre des Transports aériens et du Développement des Infrastructures aéroportuaires, que Maimouna Ndiaye Seck n'aurait même plus la tutelle de l'Aner.

Toujours est-il qu'en 2017 et 2020, l'Aner aura servi à Madame Pouye une rémunération brute de 31 150 900 F Cfa. Dans ses réponses devant les vérificateurs de la chambre des entreprises publiques de la Cour, le DG de l'Aner, Djiby Ndiaye, a précisé avoir recruté Madame Pouye sur demande du ministre chargé de la tutelle technique, pour servir comme Assistante dans son Cabinet. La Cour constate toutefois que la réponse de l'Aner ne comporte aucun argument susceptible de remettre en question l'observation formulée. C'est pourquoi, dans ses recommandations, la Cour a demandé au

Directeur général de mettre fin à la prise en charge salariale de cette employée dont les services ne profitent pas à l'Agence.

Il a été aussi relevé, dans le cadre du contrôle, que l'Aner utilise, sur autorisation du Conseil de Surveillance, une partie de la subvention d'investissement allouée par l'État pour financer le fonctionnement. À titre d'exemples, en 2017 et en 2019, les crédits de fonctionnement utilisés s'élevaient aux montants respectifs de 364 000 000 F Cfa et 466 000 000 F Cfa.

L'Aner est aussi épinglé dans l'attribution d'un marché à un candidat non qualifié. En effet, dans le cadre de l'appel d'offres ouvert lancé en 2019 pour l'acquisition de matériel de transport, l'attributaire du lot 1, Alliance Motors, n'a pas fourni les états financiers certifiés des années 2015 à 2017, exigés dans le dossier d'appel d'offres, alors qu'il est mentionné dans le rapport d'évaluation des offres que cette entreprise remplit les critères de qualification. Cette situation, souligne la Cour, est d'autant plus grave qu'EMG est éliminé pour défaut de certification des états financiers d'une seule de ces trois (03) années (2017). En réponse à cette observation, l'Aner a laissé entendre qu'Alliance Motors a été créé en 2017 et ne pouvait ainsi fournir que les états financiers provisoires de 2018. La Cour considère que cette réponse confirme une violation grave du cadre des marchés publics, consistant à attribuer un marché à un candidat non qualifié.

Abou SY

## RAPPORT SUR LA MALADIE RENALE «L'OFNAC n'a retenu aucune charge ni aucune infraction contre Carrefour Médical ni contre CCBM dont la vente des consommables de dialyse n'est pas dans son cœur de métier»

La Direction générale de Carrefour Médical s'est réveillée hier en constatant que « des personnes mal intentionnées ont repris de manière orientée le contenu d'une dénonciation d'un Sieur DIALLO relatif à la prise en charge de la maladie rénale chronique (Rapport d'enquête numéro 3, 2022) suite à la parution du Rapport d'activité de l'OFNAC de 2021. Or, sa réponse est très claire à ce propos : « Il convient de souligner qu'aux termes de l'enquête, l'OFNAC n'a retenu aucune charge ni aucune infraction contre Carrefour Médical ni CCBM (voir conclusion page 30). Ce dernier n'évolue pas d'ailleurs dans le domaine médical à fortiori dans la distribution des kits de dialyse. Ledit rapport n'incrimine aucunement Carrefour Médical ou CCBM. » C'est une réponse aussi claire que l'eau de roche. Pour la direction de la structure, c'est tout le contraire qu'il faut lire. Carrefour Médical, en tant qu'entreprise citoyenne, a fortement contribué à la baisse du coût de la prise en charge des malades insuffisants rénaux depuis 2011 à ramenant le prix du kit de 65 000 à 39 000 FCFA, note-t-elle. Et il y a des décisions pour le confirmer comme la Décision ARMP n° 210/11/ARMP/CRD du 17 octobre 2011 du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP. Elle dit que l'attribution du marché à Carrefour Médical permet de lever une barrière à l'entrée pour une attribution concurrentielle de ce type de marché, dit également que l'attribution du marché à Carrefour Médical améliore de manière décisive, l'accès des malades hémodialysés aux soins par une baisse des coûts du kit de plus de 30%. Il y a aussi l'arrêt de la Cour Suprême du 1er Août 2012 suite au recours de l'AS.H.R. contre la décision n° 210/11/ARMP/CRD du 17 octobre 2011 du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP « considérant que la dangerosité du produit n'étant pas établie et l'attribution du marché à Carrefour Médical rendant plus accessible les médicaments à un moindre prix, le but de l'intérêt général est ainsi réalisé ; d'où il suit que le moyen n'est pas fondé ». Ce sont autant d'acquis qui montrent que « Carrefour Médical a également participé à l'accessibilité géographique de la dialyse sur toute l'étendue du territoire en ayant augmenté le nombre de centres de dialyse d'un à 7 centres et aujourd'hui avec la concurrence les centres

de dialyse ont vu le nombre de 30 ». C'est une forme de démocratisation de l'accès aux soins pour les hémodialysés qui souffraient énormément à cause du coût aussi. « Il faut noter qu'au Sénégal le prix du kit inclut l'investissement relatif aux équipements de dialyse contrairement aux autres pays de la sous-région où l'investissement est directement assuré par l'État. Par ailleurs, les kits de dialyse ne peuvent faire l'objet de surfacturation car il n'y a pas de monopole. Les kits sont fournis par 3 sociétés de droit sénégalais notamment Carrefour Médical, Diminiter et ACIS, précise la Direction générale de la CCBM. Elle enchaîne ses implications pour balayer les accusations de surfacturation : « D'ailleurs, lors d'une conciliation avec le Ministère et l'Agence de Couverture de Maladie Universelles consécutive au défaut de paiement par l'État, devant l'ARMP en février 2021, les fournisseurs ont accepté de standardiser le prix du kit à 35 000F avec l'engagement de l'État notamment le Ministère en charge de la santé via son démantèlement, la PMA de respecter les modalités et les délais de paiement, de prendre en charge les prestations liées à la maintenance des équipements et d'optimiser les générateurs de dialyse pour permettre d'effectuer un troisième branchement entre autre conditions (voir procès-verbal de conciliation du 17 février 2021 du Comité de règlement des différends statuant en commission) après avoir travaillé de manière approfondie sur le coût des intrants de la source jusqu'à la livraison. » Par ailleurs, Carrefour Médical reste engagé dans ce combat citoyen en dépit parfois des problèmes conjoncturels. « Malgré la dette énorme que lui doit l'État du Sénégal et conscient de la sensibilité du domaine dans lequel il évolue, Carrefour Médical, demeure déterminé à continuer à accompagner le Ministère de la santé pour un système sanitaire accessible et durable. A cet effet, Carrefour Médical, est en train de mettre en place une usine de fabrication de consommables de dialyse en cours de finalisation qui va d'une part, participer sensiblement à la baisse des coûts du kit de manière significative et d'autre part, faciliter aux pouvoirs publics du Sénégal et de la sous-région l'accessibilité de la dialyse aux populations touchées par cette pathologie », conclut la Direction générale.

## QUÊTE DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

### L'Italie s'engage à accompagner le Sénégal

Les relations entre l'Italie et le Sénégal sont historiquement très étroites. Elles s'enrichissent de plus en plus avec la présence d'Italiens dans le cadre de la coopération des deux pays. En effet, selon le Directeur de l'Agence de coopération M. Marco Rusconi, le Sénégal est un pays où la coopération italienne s'est toujours engagée. « Nous avons un bureau qui couvre le Sénégal et les autres pays d'Afrique. Maintenant on est dans une période où l'Italie veut s'engager davantage dans la coopération au développement. C'est pour ça qu'on veut augmenter la dimension de notre présence ici avec de nouveaux bureaux et plus de personnel pour pouvoir réaliser nos projets », a confié M. Rusconi, hier lors d'un panel organisé dans le cadre de la coopération au

développement entre le Sénégal et l'Italie.

Ainsi dans ce nouvel accord de partenariat, l'Italie s'engage à mieux accentuer son intervention dans plusieurs secteurs et domaines d'activités, notamment l'agriculture. « Nous travaillons avec les partenaires sénégalais pour moderniser l'agriculture pour la rendre plus efficace. Il y a aussi l'éducation, mais aussi le développement rural et l'agro-industrie. Nous travaillons également dans la formation professionnelle pour créer des emplois. Notre cible principale est les jeunes que nous voulons accompagner dans leurs réalisations personnelles pour qu'ils puissent enrichir leurs propres vies mais également leurs communautés. Nous appuyons aussi la croissance et l'éducation des enfants qui est une tâche très im-

portante. Nous avons aussi commencé à travailler dans les secteurs environnementaux, surtout les énergies solaires et la récupération des déchets pour la production de gaz, dit-il avant d'ajouter : « L'agence gère un portefeuille de 200 millions d'euros pour le Sénégal. Elle est composée de crédits et de subventions. Donc il y a une mise des instruments de la coopération italienne. Notre engagement continuera. Ce n'est pas une question d'argent. C'est une question de bons projets. Donc il faut désigner de bons projets et après, l'argent suivra. »

Pour le Directeur du bureau de Dakar de l'Agence italienne pour la Coopération au Développement (Aici) Marco Falcomi, l'Italie compte accompagner le Sénégal dans son ambition pour la souveraineté alimentaire. **Mama Katherine DROUF**



**Television et  
radio**

# RTS



LE JOURNAL TÉLÉVISÉ DE 20H – LUNDI 06 MAI 2024

**RTS** RTS - RADIO TÉLÉVISION  
SÉNÉGALAISE  
475K subscribers

Subscribe

1.3K

Share

Save

<https://www.youtube.com/watch?v=8ho4lClhFz4>

# RADIO SENEGAL



**RTS - RADIO TÉLÉVISION SÉNÉGALAISE** ●

@rts-radiotelevisionsenegalaise 180K subscribers 3.8K videos

Radiodiffusion Télévision Sénégalaise Le public, notre raison d'être >

[rts.sn](#) and 1 more link